

Երեւանի Նախագահի Նախարարութեան Նախագահական Խորհուրդ

LA TURQUIE A-T-ELLE DEJA RECONNU LES MASSACRES TURCS DES ARMÉNIENS COMME UN GENOCIDE ?

La Convention pour la Prévention et la Répression du Crime de Génocide et la Turquie

La Convention sur le Génocide résulte des pratiques inhumaines et barbares qui prévalaient dans certains pays avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque des groupes minoritaires religieux, raciales et nationales ont été menacés et soumis délibérément à l'extermination. La pratique du génocide a eu lieu tout au long de l'histoire de l'humanité. La persécution romaine des chrétiens, **les massacres turcs des Arméniens**, l'extermination de millions de Juifs et de Polonais par les Nazis comme exemples remarquables du crime de génocide.

Ce sera sur ces fondements, que l'Assemblée Générale des Nations Unies considéra le problème du génocide.

Pas une seule fois, mais deux fois, cet organisme a déclaré à l'unanimité que la pratique du génocide est criminel en vertu du droit international et que Les États doivent prendre des mesures pour prévenir et réprimer le génocide.

En 1946, la première Assemblée générale a déclaré par la résolution 96 (1) que le génocide était un crime en vertu du droit international et confié au Conseil économique et social la tâche d'élaborer une convention sur le sujet. Une commission ad hoc sur le génocide a été constituée par le Conseil économique et social à cet effet.

Approuvée et soumise à la signature et à la ratification ou à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 260 A (III) du 9 décembre 1948
La Convention [1][2] est entrée en vigueur : le 12 janvier 1951, conformément aux dispositions de l'article XIII.

¹ <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CrimeOfGenocide.aspx>

² <http://www.ombudsman.gov.tr/contents/files/32702-Soykirim-Sucunun-Onlenmesine-Ve-Cezalandirilmasina-Dair-Sozlesme.pdf>

La Convention est constituée de 19 articles dont voici les trois premiers :

Art. I

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Art. II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) meurtre de membres du groupe;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Art. III

Seront punis les actes suivants:

- a) le génocide;
- b) l'entente en vue de commettre le génocide;
- c) l'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) la tentative de génocide;
- e) la complicité dans le génocide.

En signant la Convention le 31 juillet 1950 ^[3], entrée en vigueur le 12 janvier 1951, pour la première fois après les procès contre le gouvernement Jeune-turc de 1919, la Turquie ^[4] reconnaît, les massacres turcs perpétrés à l'encontre des Arméniens comme un génocide, (sans aucune restriction sur la période) selon les critères précisés ci-dessous :

Pour le cas d'un État signataire. Sans entrer dans l'examen de la portée juridique de la signature dans les conventions internationales, portée essentiellement variable, suivant les cas, la Cour estime que la signature constitue la première étape dans la participation à la Convention.

Il est évident que sans la ratification, la signature ne rend pas l'État signataire partie à la Convention ; elle établit néanmoins au profit de cet Etat un statut provisoire. Ce statut peut diminuer en force et importance après l'entrée en vigueur de la Convention.

³ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19994549/201406110000/0.311.11.pdf>

⁴ <http://www.icj-cij.org/docket/files/12/11767.pdf>

Mais tant avant qu'après cette entrée en vigueur, ce statut autoriserait, en matière d'objection, un traitement plus favorable aux Etats signataires qu'à ceux qui n'ont ni signé ni adhéré. En effet, à la différence de ces derniers, les États signataires ont procédé à une partie des actes nécessaires à l'exercice du droit d'Être partie.

En attendant la ratification, le statut provisoire créé par la signature confère aux signataires qualité pour formuler au titre conservatoire des objections ayant elles-mêmes un caractère provisoire. Celles-ci tomberaient si la signature n'était pas suivie de ratification ou elles deviendraient définitives avec la ratification.

Le 11 décembre 1948, l'Uruguay a signé cette Convention et ce sera le 20 avril 1965 que la Chambre des représentants de l'Uruguay, comme premier parlement, vote un texte de loi ^[5] n°13.326 composé de cinq articles. En son article 1, elle adopte que le 24 avril sera une « **Journée du Souvenir des Martyrs Arméniens** » en l'honneur des membres de cette nationalité tués en 1915. Pourtant, l'Uruguay n'emploie à aucun moment dans cette déclaration le mot « **génocide** » ^[6].

Pour la première fois dans notre histoire l'année 1915 devient une année symbolique (?), minimisation grossière d'une réalité historique, alors que le génocide des Arméniens a réellement débuté en août 1894, par les massacres hamidiens au Sassoun ^[7].

La Triple-Entente par cette déclaration officielle, le précise pourtant très bien :

**France, Grande-Bretagne et Russie. — DÉCLARATION DE LA TRIPLE-ENTENTE
TENANT POUR RESPONSABLE LE GOUVERNEMENT TURC DES MASSACRES COMMIS PAR LA TUR-
QUIE EN ARMÉNIE, EN DATE DU 24 MAI 1915.**

24 mai 1915. — Depuis un mois environ, la population kurde et turque de l'Arménie procède, de connivence et souvent avec l'aide des autorités ottomanes, à des massacres des Arméniens. De tels massacres ont eu lieu vers le mi-avril (nouveau style) à Ezeroun, Dertchun, Eguine, Akn, Bitlis, Mouch, Sassoun, Zeltoun et dans toute la Cilicie ; les habitants d'une centaine de villages aux environs de Van ont été tous assassinés ; dans la ville même, le quartier arménien est assiégé par les Kurdes. En même temps, à Constantinople, le gouvernement ottoman sévit contre la population arménienne inoffensive. — En présence de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les gouvernements alliés font savoir publiquement à la Sublime-Porte qu'ils tiendront personnellement responsables desdits crimes tous les membres du gouvernement ottoman ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans de pareils massacres.

⁵ Artículo 1°.

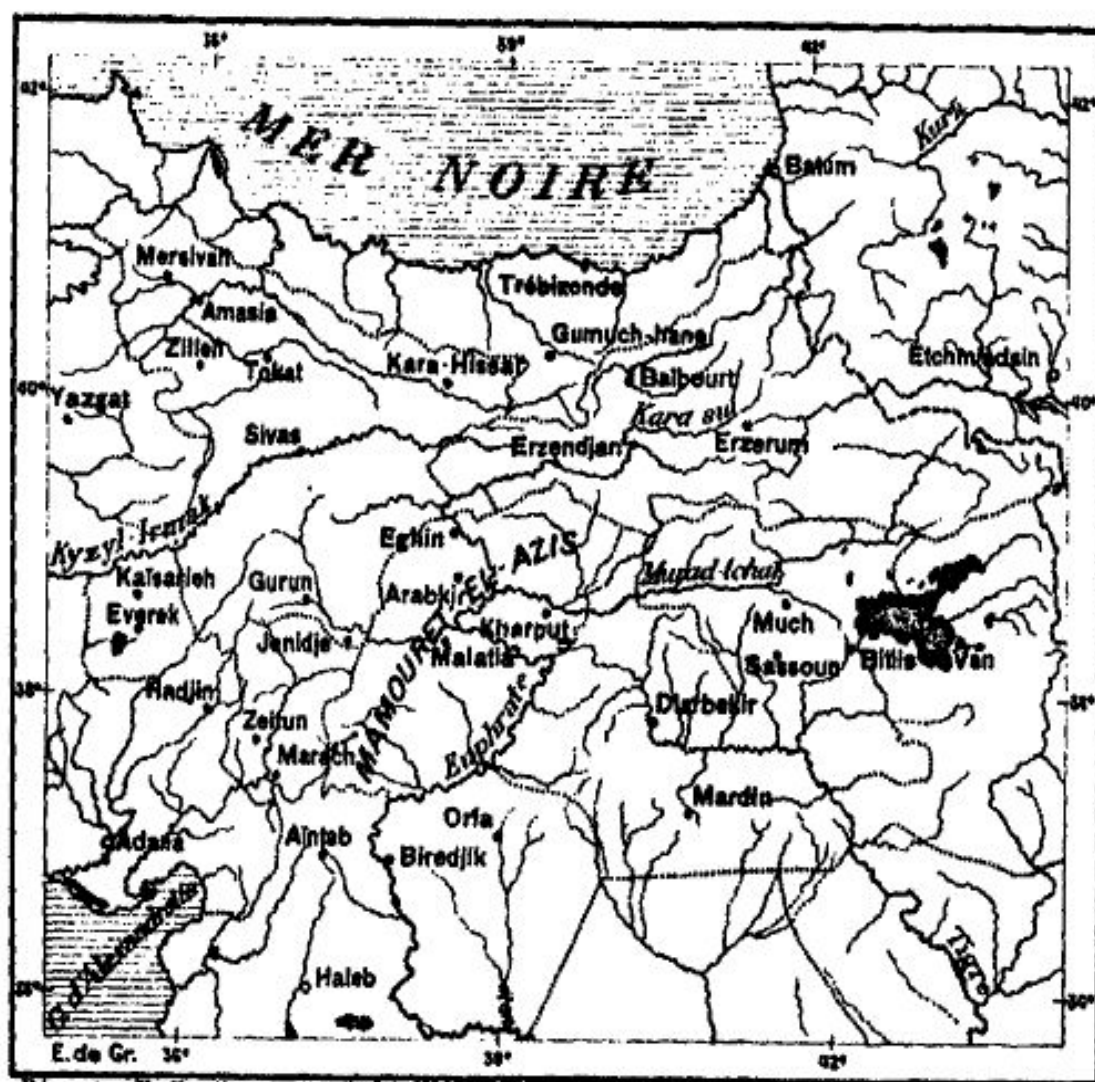
Declárase el 24 de abril próximo "Día de recordación de los mártires armenios", en homenaje a los integrantes de esa nacionalidad asesinados en 1915.

⁶ <http://www.parliament.am/library/cexaspanutyun/44.pdf>

⁷ http://www.western-armenia.eu/archives-nationales/Genocide/1894-1896/Les_Massacres_de_Sassoun-Revue_de_Paris-1895.pdfprevention

[...] En présence de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation [...]

N° 512. Lieux de massacres en Arménie.



D'après P. Quillard.

1: 7 500 000

0 100 200 400 Kil.

Les points noirs indiquent quelques-uns des lieux d'égorgement ou de l'acte.

Dates des principaux massacres : 1874, août-septembre, Much, Sassoun ; — 1895, 30 septembre, Constantinople ; 3 octobre, Ak-hissar, à 130 kilomètres de Constantinople ; 8, Trébizonde ; 15, Hadjin ; 21, Erzindjan ; 23, Marache ; 25, Gumuchhane, Bitlis ; 27, Biredjik, Orfa, Balbourt ; 28, Kara-hissar ; 30, Erzeroum ; 1^{er} novembre, Diabekir ; 1 à 5, Arapgir ; 7, Mardin ; 4 à 9, Malatia ; 8, Enghin ; 10 à 11, Karpouth ; 12, Sivas, Gurun ; 15, Aintab, Marsevan, Amasia, Tokat ; 18, Marache, Venidjé ; 20, Van ; 28, Zilleh ; 30, Kalsarieh ; 28 décembre, Biredjik ; — 1896, 1^{er} janvier, Orfa ; juin, Van ; août, Constantinople ; septembre, Enghin ; 6 octobre, Erzeroum ; 5 novembre, Everek.

De 1896 à 1904, les tueries n'ont point cessé, mais elles ont été moins systématiques.

Carte des massacres systématiques perpétrés par le Sultan Abdul Hamid II en Arménie

D'après P. Quillard

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

RESERVATIONS TO THE
CONVENTION ON THE PREVENTION
AND PUNISHMENT OF THE
CRIME OF GENOCIDE

ADVISORY OPINION OF MAY 28th, 1951



⁸ https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-1&chapter=4&lang=en

some cases the agreement may be a qualified one. Since the Genocide Convention relates primarily to prevention and punishment of crime within the borders of each State, the types of problems it creates for a particular country, and the types of reservations that are to be expected will tend to narrow the obligations exclusively of the reserving State because they will for the most part relate to internal adjustments in that country and need not affect the obligations of other parties. From the terms, nature, history and purpose of the Genocide Convention, it follows that States entitled to ratify or accede may do so subject to reservations even if these are objected to by one or more other parties to the Convention. While in the absence of a contrary intention, an objecting State would not be bound by the Convention *vis-à-vis* the reserving State, and a State not objecting would be bound by the Convention as modified by the reservation *vis-à-vis* the reserving State, the intention of the parties and the circumstances of a particular case would necessarily be controlling factors.

From what has been said, it of course follows that neither a signatory State nor a State entitled to accede could by its objection to a reservation prevent the reserving State from becoming a party to the Convention upon acceptance of its reservation by one or more parties. It should be pointed out that even were the Genocide Convention, contrary to the view here expressed, conceived to be of a nature requiring that reservations be accepted by all the parties, only a State itself already a party to the Convention should be permitted, by objecting to the reservation, to prevent the reserving State from becoming a party.

I. *The Genocide Convention*

The Genocide Convention resulted from the inhuman and barbarous practices which prevailed in certain countries prior to and during World War II, when entire religious, racial and national minority groups were threatened with and subjected to deliberate extermination. The practice of genocide has occurred throughout human history. The Roman persecution of the Christians, the Turkish massacres of Armenians, the extermination of millions of Jews and Poles by the Nazis are outstanding examples of the crime of genocide. This was the background when the General Assembly of the United Nations considered the problem of genocide. Not once, but twice, that body declared unanimously that the practice of genocide is criminal under international law and that States ought to take steps to prevent and punish genocide.

In 1946 the First General Assembly declared by Resolution 96 (I) that genocide was a crime under international law and entrusted to the Economic and Social Council the task of drafting a convention on the subject. An *Ad Hoc* Committee on Genocide was constituted by the Economic and Social Council for this purpose.

A Convention drawn up by that Committee and amended by the General Assembly was unanimously approved by the General Assembly in Paris on December 9, 1948. No express provision was made for the handling or effect of reservations.

The Convention provides, in Article XI :

"The present Convention shall be open until 31 December, 1949, for signature on behalf of any Member of the United Nations and of any non-member State to which an invitation to sign has been addressed by the General Assembly."

While open for signature under Article XI, the Convention was signed on behalf of forty-three States, with reservations in the cases of four of those States (Byelorussian S.S.R., Czechoslovakia, Ukrainian S.S.R., and U.S.S.R.) with respect to substantive provisions of the Convention.

It is also provided in Article XI :

"After 1 January, 1950, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the United Nations and of any non-member State which has received an invitation as aforesaid."

Article XI provides further that instruments of ratification and instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

By Resolution 368 (IV) of December 3, 1949, the General Assembly further implemented the intention reflected in the Convention itself that the maximum number of States should be parties to the Convention by extending an invitation to sign and ratify or to accede to the Convention to non-member States that were or might become active Members of one or more of the specialized agencies of the United Nations or parties to the Statute of the International Court of Justice.

According to information supplied by the Secretary-General of the United Nations, instruments of ratification and instruments of accession were received by the Secretary-General, up to and including October 14, 1950, as follows :

Ethiopia, ratification, July 1, 1949,
 Australia, ratification, July 8, 1949,
 Norway, ratification, July 22, 1949,
 Iceland, ratification, August 29, 1949,
 Ecuador, ratification, December 21, 1949,
 Panama, ratification, January 11, 1950,
 Guatemala, ratification, January 13, 1950,
 Israel, ratification, March 9, 1950,
 Monaco, accession, March 30, 1950,
 Hashemite Kingdom of the Jordan, accession, April 3, 1950,
 Liberia, ratification, June 9, 1950,
 Philippines, ratification, July 6, 1950 (with reservations),
 Saudi Arabia, accession, July 13, 1950,

Bulgaria, accession, July 14, 1950 (with reservations),
Turkey, accession, July 31, 1950,
Vietnam, accession, August 11, 1950,
Yugoslavia, ratification, August 29, 1950,
El Salvador, ratification, September 28, 1950,
Ceylon, accession, October 12, 1950,
France, ratification, October 14, 1950,
Haiti, ratification, October 14, 1950,
Cambodia, accession, October 14, 1950,
Costa Rica, accession, October 14, 1950,
Korea, accession, October 14, 1950.

In Article XIII of the Convention it is provided :

"On the day when the first twenty instruments of ratification or accession have been deposited, the Secretary-General shall draw up a *procès-verbal* and transmit a copy thereof to each Member of the United Nations and to each of the non-member States contemplated in Article XI.

The present Convention shall come into force on the ninetieth day following the date of deposit of the twentieth instrument of ratification or accession.

Any ratification or accession effected subsequent to the latter date shall become effective on the ninetieth day following the deposit of the instrument of ratification or accession."

On October 14, 1950, five States deposited instruments of ratification or accession, bringing to twenty-four the number of instruments of ratification or accession received by the Secretary-General. Since of the twenty-four, only two (Philippines, Bulgaria) were submitted with reservations, the Secretary-General was able, without determining whether the instrument of ratification or accession of a reserving State should be counted among the first twenty instruments, to draw up a *procès-verbal* in accordance with Article XIII. He was also able to announce that the Convention would come into force on January 12, 1951, the ninetieth day after October 14, 1950.

Prior to October 14, 1950, however, the Secretary-General was confronted with a possible problem under Article XIII in that, to fix the date of deposit of the twentieth instrument of ratification or accession, he might need to know whether and under what conditions to count among the twenty those instruments of ratification or accession that were accompanied by reservations. It was with this possibility before him that the Secretary-General proposed the question of reservations to multilateral conventions for inclusion in the agenda of the fifth session of the General Assembly, and submitted a report on the depositary practices followed by him with respect to reservations to multilateral conventions (A/1372, 20 September, 1950), pointing out in the report the current importance of the problem in connexion with the Genocide Convention.